

DIVISION DE LYON

Lyon, le 16/02/2016

N/Réf. : CODEP-LYO-2016-006228

PRORAD – Agence de Fontaine
16, rue Pierre Semard
38600 FONTAINE

Objet : Inspection de la radioprotection du 4 février 2016
Installation : PRORAD, Agence de Fontaine (38)
Nature de l'inspection : radiographie industrielle en agence

Référence à rappeler en réponse à ce courrier : INSNP-LYO-2016-0685

Réf. : Code de l'environnement, notamment ses articles L.591-1 et suivants
Code de la santé publique, notamment ses articles L.1333-17 et R.1333-98

Monsieur,

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), en charge du contrôle de la radioprotection en France, est représentée à l'échelon local en régions Rhône-Alpes et Auvergne par la division de Lyon.

Dans le cadre de ses attributions, la division de Lyon a procédé à une inspection de la radioprotection de votre activité de radiographie industrielle le 4 février 2016 à l'agence de Fontaine (38).

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-dessous la synthèse de l'inspection ainsi que les principales demandes et observations qui en résultent.

Synthèse de l'inspection

L'inspection du 4 février 2016 de l'agence de Fontaine (Isère) de la société PRORAD a porté sur l'organisation et les dispositions de radioprotection mises en œuvre par l'établissement dans le cadre de son activité de radiographie industrielle. Cette inspection avait pour objectif de vérifier la prise en compte des exigences réglementaires relatives à la radioprotection des travailleurs et du public ainsi que certaines dispositions concernant le transport de substances radioactives. Les inspecteurs ont contrôlé l'organisation de l'entité dans le domaine de la radioprotection, la formation des personnes susceptibles d'intervenir à proximité des sources radioactives, la maintenance des appareils et la réalisation des contrôles techniques de radioprotection. Ils ont visité l'installation et notamment l'enceinte de tir et le local de stockage des gammagraphes.

Les inspecteurs ont noté une prise en compte satisfaisante des dispositions réglementaires relatives à la radioprotection des travailleurs et du public ainsi qu'une forte implication de la personne compétente en radioprotection. Toutefois, les inspecteurs ont relevé des écarts concernant notamment la maîtrise de l'activité totale des sources radioactives détenue à tout moment dans l'installation ou le contrôle de la balise de détection des rayonnements ionisants de l'enceinte de tir, écarts qui nécessitent la mise en œuvre d'actions correctives.

A – Demandes d'actions correctives

Inventaire des sources de rayonnement

L'article R.1333-50 du code de la santé publique précise que « *tout détenteur de radionucléides sous forme de sources radioactives, de produits ou dispositifs en contenant, doit être en mesure de justifier en permanence de l'origine et de la destination des radionucléides présents dans son établissement à quelque titre que ce soit. A cet effet, il organise dans l'établissement un suivi permettant de connaître, à tout moment, l'inventaire des produits détenus.* ». De plus, en application des prescriptions techniques de l'autorisation T130905 délivrée par l'ASN le 18 décembre 2014 (document référencé CODEP-MRS-2014-057117), applicables à votre établissement, « *l'inventaire des sources radioactives et appareils émettant des rayonnements ionisants détenus, permet notamment de connaître à tout instant : les nombres et type d'appareils détenus, l'activité cumulée détenue, ceci en vue de démontrer la conformité aux prescriptions fixées en annexe 1.* »

Les inspecteurs ont constaté qu'un inventaire était formalisé dans l'établissement de manière annuelle. Toutefois, il n'existe pas de suivi régulier de l'activité détenue dans l'établissement alors que l'agence peut détenir de manière temporaire des gammagraphes des autres agences de PRORAD (lors des rechargements notamment).

A1. Je vous demande, conformément aux dispositions de l'article R.1333-50 du code de la santé publique de mettre en place une organisation permettant le suivi permanent de l'activité des sources, ceci en vue de démontrer la conformité à l'activité maximale fixée dans l'autorisation T130905, délivrée par l'ASN au titre du code de la santé publique.

Contrôles techniques de radioprotection

L'article R.4451-29 du code du travail demande à l'employeur « *de procéder à des contrôles techniques de radioprotection des sources et appareils émetteurs de rayonnements ionisants* ». De plus, l'arrêté ministériel du 21 mai 2010 portant homologation de la décision n°2010-DC-0175 de l'ASN du 4 février 2010, précise les modalités techniques et les périodicités de ces contrôles et notamment pour les sources radioactives scellées « *la présence et le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et d'alarme des appareils, récipients ou enceintes contenant les radionucléides* ».

Les inspecteurs ont consulté les différents contrôles techniques réalisés pour les appareils de gammagraphie et les générateurs de rayons X. Ils ont constaté que les contrôles techniques internes ne prévoyaient pas le contrôle de bon fonctionnement de la balise de détection des rayonnements placée dans l'enceinte de tirs radiographiques.

A2. En application de l'arrêté ministériel du 21 mai 2010 relatif aux modalités techniques et aux périodicités des contrôles prévus aux articles R.4451-29 et R.4451-30 du code du travail, je vous demande de mettre en place un contrôle périodique de la balise de détection des rayonnements ionisants de l'enceinte de tir.

B – Demandes d'informations complémentaires

Néant.

C – Observations

C1. Les inspecteurs ont consulté l'étude de zonage de l'agence de Fontaine (version du 29/09/2014). Dans ce document, il est mentionné la mise en place d'une zone surveillée autour du local de stockage des gammagraphes (local identifié « stockage matériel »). Or, du personnel non classé est amené à rentrer dans ce local et doit donc porter une dosimétrie passive. L'ASN vous encourage à étudier un éventuel renforcement des parois du local de stockage et ainsi définir une zone publique à l'extérieur.

C2. En application de l'article 6 de l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit "arrêté TMD", dans sa version du 1er janvier 2014), *"le chef de toute entreprise concernée doit indiquer l'identité de son conseiller, ou, le cas échéant, de ses conseillers, suivant le modèle de déclaration CERFA n° 12251*02 disponible sur le site Internet du ministère chargé des transports terrestres de matières dangereuses (<http://www.developpement-durable.gouv.fr/>), au préfet de région - direction régionale chargée des services de transport ou du contrôle des transports terrestres - ou l'entreprise est domiciliée. »* L'ASN a noté le changement envisagé de conseiller à la sécurité des transports et vous rappelle l'obligation de déclaration en préfecture le moment venu.



Vous voudrez bien me faire part de vos observations et réponses concernant ces points dans un délai qui n'excédera pas **deux mois**, sauf mention contraire précisée dans le corps de cette lettre.

Pour les engagements que vous serez amené à prendre, vous voudrez bien préciser, **pour chacun, l'échéance de réalisation.**

Ma division reste à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire. Sachez enfin qu'à toutes fins utiles, je transmets copie de ce courrier à d'autres institutions de l'état.

Par ailleurs, conformément au droit à l'information en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection fixé par l'article L.125-13 du code de l'environnement, ce courrier sera mis en ligne sur le site internet de l'ASN (www.asn.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'adjoint à la chef de la division de Lyon,

SIGNÉ

Richard ESCOFFIER